

- CONSEIL DE SÉCURITÉ

8028E SÉANCE – MATIN

Après la crise de Jérusalem, Israël et la Palestine doivent se réengager en faveur de la solution des deux États, affirme le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques

La crise, le mois dernier, qui a secoué la vieille ville de Jérusalem, « foyer des sites sacrés des trois religions monothéistes », a démontré que les tensions peuvent dégénérer, menaçant de « modifier » la nature du conflit israélo-palestinien et d'embraser la région, a déclaré, ce matin, devant le Conseil de sécurité, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Miroslav Jenča.

« Il est par conséquent essentiel que les partenaires régionaux et internationaux demeurent déterminés à mettre fin à l'occupation, à résoudre toutes les questions relatives au statut final, en vue de concrétiser la vision de deux États coexistant en paix et en sécurité sur la base des résolutions pertinentes de l'ONU, et à soutenir les dirigeants palestiniens et israéliens dans les mesures qu'ils doivent prendre à l'appui d'une paix durable », a souligné le haut fonctionnaire, venu informer les membres du Conseil de la situation au Moyen-Orient au cours du mois écoulé.

La crise de Jérusalem a démontré le caractère intenable du conflit israélo-palestinien et l'urgence nécessaire d'un horizon politique, a-t-il résumé, en rappelant qu'à la suite de l'attaque commise le 14 juillet –au cours de laquelle deux policiers ont été tués par trois assaillants dans la vieille ville–, trois Israéliens avaient été poignardés à mort et six Palestiniens tués lors de manifestations « dans l'ensemble » pacifiques, des violences qui ont soulevé des questions quant à l'usage disproportionné de la force par les Forces de sécurité israéliennes.

Il s'est cependant félicité des efforts déployés par Israël et la Jordanie pour mettre fin à la crise.

Plusieurs autres incidents qui se sont produits au cours des dernières semaines ont été relevés par le Sous-Secrétaire général, dont la mort de deux Palestiniens tués, y compris un civil. « Le 28 juillet, un Palestinien a été tué par les Forces de sécurité israéliennes pour avoir manifestement tenté de poignarder un soldat à la jonction de Goush Etzion, en Cisjordanie. « Le 2 août, à Yavneh, un civil israélien a été grièvement blessé au cours d'une attaque à l'arme blanche perpétrée par un Palestinien. »

En outre, le 8 août, des militants à Gaza ont tiré une roquette en direction du sud d'Israël, attaque à laquelle l'aviation israélienne a répliqué par un missile contre des locaux du Hamas à Gaza, faisant trois blessés. Enfin, le 17 août, une attaque-suicide a fait un mort et cinq blessés dans la bande de Gaza.

Le Sous-Secrétaire général a fait aussi état de développements politiques susceptibles de remettre en question encore davantage la confiance entre les parties, en particulier l'adoption, en première lecture, d'un amendement à la Loi fondamentale: « Jérusalem, capitale d'Israël ».

S'il venait à être approuvé, a-t-il précisé, ce texte affermirait le contrôle israélien de Jérusalem-Est occupée et restreindrait la capacité des deux parties à parvenir à une solution négociée conforme aux résolutions de l'ONU et aux accords antérieurs, a prévenu M. Jenča, en soulignant l'impact démographique d'une telle législation, susceptible de déclencher un nouveau cycle de violences.

M. Jenča s'est ensuite attardé sur une série d'incidents relatifs aux colonies de peuplement israéliennes, notant que le 3 août dernier, le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Nétanyahou, avait, en personne, donné le coup d'envoi de la construction de 1 000 nouveaux logements dans la colonie de Beitar Illit. Il y a vu une décision en mesure de conforter l'idée que « ceux qui œuvrent à l'obstruction de la solution des deux États sont en train de prendre la main ».

Abordant la situation dans la bande de Gaza, le Sous-Secrétaire général a déclaré que la situation humanitaire s'y est détériorée, en s'appuyant sur les conclusions de l'équipe de pays des Nations Unies qui affirme que ce territoire pourrait tout simplement devenir invivable d'ici à 2020.

« Les mesures punitives prises par l'Autorité palestinienne contre la bande de Gaza depuis avril ne font qu'aggraver les conséquences du bouclage imposé par Israël. Quelles que soient les différences politiques entre les factions palestiniennes, le peuple gazaoui n'a pas à en payer le prix », a analysé M. Jenča.

Notant qu'environ 29 000 personnes restent déplacées à l'intérieur de la bande de Gaza deux ans près le conflit entre le Hamas et les forces israéliennes, le Sous-Secrétaire général a encouragé Israël et l'Autorité palestinienne à renforcer leur engagement en vue d'améliorer le Mécanisme pour la reconstruction de Gaza et les bailleurs de fonds à répondre généreusement à l'appel humanitaire d'un montant de 25 millions de dollars lancé en juillet.

Au Liban, la situation dans la zone de déploiement de la Force intérimaire des Nations Unies (FINUL) dans le sud du pays est restée généralement calme, a poursuivi M. Jenča.

En outre, les opérations militaires contre les militants se poursuivent à la frontière avec la Syrie et le soutien apporté aux forces armées libanaises et à d'autres institutions sécuritaires du pays « comme seuls garants de la sécurité et de la stabilité du Liban » demeure important, a-t-il noté.

Au Golan syrien, le cessez-le-feu entre Tel-Aviv et Damas a été respecté, en dépit des risques que fait peser le conflit en cours en Syrie.

Déçu de la lenteur des progrès en vue du règlement du conflit israélo-palestinien, le représentant de l'Uruguay a dit qu'il s'était attendu à d'autres résultats depuis la remise du rapport du Quatuor pour le Moyen-Orient.

Son homologue de la Bolivie a pour sa part demandé la pleine mise en œuvre de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, et d'éviter tout attermoiement que la Puissance occupante pourrait exploiter pour poursuivre la colonisation.

MOYEN-ORIENT

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.